



RAPPORT ANNUEL 2013

Programme "Amazi, Amagara kuri Twese"
Commune de Mutimbuzi, Bujumbura Rural



DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2013

Pro-Action Développement (Burundi).
Avenue du Lac, bureau Menya Media, Bujumbura.
Tél : (+257) 22 27 58 50 / 75 110 775
Email : pad.burundi@hotmail.com

Pro-Action Développement (Siège).
Siège social (et adresse postale): 24 rue Camille Cals
- B-5030 Ernage- Belgium
Bureau exécutif : 37 Chaussée de Wavre - 5030 Gembloux
tel: +32 81 600 125
Email : melanie@proactiondev.org

Site web : www.proactiondev.org

OPDE
Boulevard du 28 Novembre, en face de l'ENS,
Kigobe, Bujumbura
(+257) 22 22 78 93/ (+257) 22 21 81 48
Email : diomedede@opdeburundi.org / opde@cbinf.com

Site Web : www.opdeburundi.org

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES.....	2
LEXIQUE.....	3
1- INTRODUCTION.....	4
1.1 Rappel des enjeux et des objectifs du programme	4
1.2 Résultats attendus	5
1.3 Présentation de la zone d'intervention	6
1.3.1 Collines d'intervention actives en 2013	7
2- ACTIVITES REALISEES EN 2013	7
2.1 Activités menées au niveau domiciliaire.....	8
2.1.1 Enquêtes.....	8
2.1.2 Phast.....	8
2.1.3 Wast.....	9
2.1.4. Construction des dispositifs sanitaires.....	10
2.2 Activités menées au niveau communautaire.....	15
2.2.1 Mise en place des Comités.....	15
2.2.2 Formations des Comités	17
...à la gestion d'un forage.....	17
2.3 Activités menées au niveau communal	19
2.3.1 Comité de suivi	19
2.3.2 Cellules de réflexions.....	19
2.4 Prospections.....	20
3- Ressources et moyens mobilisés.....	21
3.1 Ressources humaines et logistiques	21

3.1.1. Ressources humaines	21
3.1.2. Ressources logistiques.....	21
3.2 Suivi, évaluation et capitalisation du projet	22
4- Resultats et perspectives	22

LEXIQUE

AAKT : Amazi Amagara Kuri Twese

AFD : Agence Française de Développement

AGR : Activité Génératrice de Revenus

AVEDEC : Association Villageoise d'Entraide et de Développement Communautaire

AWAC : Agence Wallonne de l'Air et du Climat

CHA : Comité Hygiène et Assainissement

CPE : Comité de Point d'Eau

CTB : Coopération Technique Belge

ECOSAN : Eco-Sanitation

PAD : Pro-Action Développement

PHAST : Participatory Hygiene and Sanitation Transformation

OPDE : Œuvre Pour le Développement de L'Enfance en difficultés

RCE : Régie Communale de l'Eau

WAST : Waste And Sanitation Sanitation

WBI : Wallonie Bruxelles Internationale

1- INTRODUCTION

Débuté en avril 2010 et inauguré en juillet en Commune de Mutimbuzi, Province de Bujumbura rural, le programme « Amazi, Amagara Kuri Twese » (« AAKT ») existe maintenant depuis plus de 3 ans.

L'année 2012 avait été une année difficile aux vues des nombreux défis à relever : stabilisation des ressources humaines et des partenariats, recherche de nouveaux financements, adaptation des techniques de construction à la nouvelle zone d'intervention, adaptation des activités aux problèmes d'insécurité, aléas climatiques...

Ces défis ont été relevés en 2013, qui a été quant à elle, une année de développement et de fortification du programme.

Les deux gros financements obtenus grâce au soutien de l'Agence Française de Développement (AFD) et de l'Agence Wallonne de l'Air et du Climat (AWAC), pour un projet dans le domaine de l'écosanitation et de la gestion des déchets, ont permis d'initier une dynamique nouvelle : élargissements thématique et géographique, agrandissement de l'équipe, élaboration de nouvelles techniques d'animation et de nouveaux designs de latrines ecosan, accroissement de la confiance des partenaires techniques, financiers et institutionnels.

A l'heure actuelle, le programme « Amazi, Amagara Kuri Twese » couvre deux des quatre zones administratives de la Commune de Mutimbuzi : Rukaramu et Maramvya, ce qui représente huit collines pour un total de 17 258 habitants, soit à peu près 30% de la population totale de la Commune. L'équipe se retire progressivement de Rukaramu. Aucune nouvelle activité n'a été initiée en 2013 et les passages de l'équipe d'animation se sont faits moins fréquents. Seules les activités de construction des latrines arboloo en cours ont été terminées (posage des dalles et des superstructures). En 2014, un animateur du projet y passera environ une fois par mois afin d'effectuer un suivi. Un contact permanent sera cependant maintenu avec les différents Comités de gestion mis en place dans les communautés.

C'est en zone de Maramvya que le partenariat OPDE/PAD a surtout passé cette année 2013 sur fond de démarrage du nouveau projet d'écosanitation et de gestion des déchets (projet AFD/AWAC). Deux nouvelles collines d'intervention ont été ouvertes à Maramvya 13 et Kirekura 14.

1.1 Rappel des enjeux et des objectifs du programme

Le programme « Amazi, Amagara Kuri Twese » (AAKT en sigle) a pour objectif global l'amélioration durable de l'hygiène, de l'assainissement et de l'accès à l'eau potable dans les zones rurales autour de Bujumbura.

Mutimbuzi est une Commune périurbaine en raison de sa proximité avec la capitale et de la mixité de sa population, mais pourtant agricole (rizicole notamment). La nappe phréatique y est haute et le sol très sablonneux. C'est également une Commune qui a été très affectée par les crises successives qu'a enduré le Burundi. Les femmes, veuves et sans ressources, y sont particulièrement touchées.

Peu d'acteurs interviennent à Mutimbuzi dans le domaine de l'eau, assainissement hygiène alors que les besoins sont criants : méconnaissance des pratiques d'hygiène de base, défécation à l'air libre, manque d'eau, épidémies de choléra cycliques...

Pour le moment, le programme AAKT intervient sur deux des quatre zones administratives de la Commune : Rukaramu et Maramvya. Les deux autres zones de Rubirizi et Gatumba devraient faire l'objet d'une intervention ultérieure.

L'action se fait à trois principaux niveaux : Domiciliaire au sein des familles, Communautaire via la création et formation de comités, et enfin Communal avec les autorités locales.

Le programme « AAKT » a connu un tournant au cours de cette année 2013, grâce à deux gros appuis financiers de l'Agence Française de Développement (AFD) dans le cadre de la Facilité d'Innovation Sectorielle pour les ONG (FISONG) intitulée « Approche innovante en matière d'hygiène et d'assainissement en Commune de Mutimbuzi », et de l'Agence Wallonne de l'Air et du Climat (AWAC) intitulé « Projet d'amélioration de la gestion des déchets liquides et solides sur la commune de Mutimbuzi ». Ces deux projets élargissent l'action initiale au domaine de l'écosanitation et des déchets solides.

Une partie du projet financé par l'AFD est co-financé par l'AWAC.

1.2 Résultats attendus

Depuis le début du programme, l'équipe intervient au niveau des ménages, via une méthode participative intitulée « PHAST », qui vise à améliorer les pratiques en matière d'accès à l'eau, d'hygiène et d'assainissement. Depuis la mise en œuvre du nouveau projet financé par l'AFD et l'AWAC, le « Participatory Hygiene And Sanitation Transformation » évolue en « Waste And Sanitation Transformation » (WAST). Il s'agit de compléter la méthode PHAST initiale avec des modules sur l'« eco-sanitation » et la gestion des déchets liquides et solides. Les sept étapes restent inchangées, seul le contenu des modules est élargi à la problématique déchets.

Immédiatement après cette animation PHAST/WAST, des comités-relais sont mis en place au niveau des communautés d'intervention (Comités de Points d'Eau, Comité Hygiène et Assainissement, « Club Wash » dans les écoles...) pour suivre, sensibiliser, responsabiliser, former, informer et représenter les bénéficiaires (ménages, élèves, personnel de santé...). Les Comités sont bénévoles, mais leur reconnaissance légale devrait leur faciliter l'accès au micro-crédit pour mener des Activités Génératrices de Revenus (AGR), notamment à l'encontre des femmes veuves.

Les Comités élus par chaque groupe ayant suivi les animations décident avec les animateurs et animatrices du projet les solutions techniques qui leur semblent les plus adaptées à leurs besoins et à leurs moyens puisqu'une contribution est demandée aux ménages en apport local (sable, gravier, terre et main d'œuvre non qualifiée). La réflexion est ensuite relayée à l'ensemble des bénéficiaires. Puis les membres des Comités sont formés à la construction des ouvrages sanitaires et aident ensuite à la mobilisation communautaire pour l'organisation des chantiers de constructions. Enfin, une fois les ouvrages sanitaires réalisés, ces Comités sont formés à leur utilisation et maintenance.

Au niveau de la Commune enfin, des cellules de réflexions régulières entre intervenants devraient permettre l'élaboration de règlements et de plans communaux allant dans le sens du Droit à l'Eau, à l'Assainissement et à l'Hygiène.

En transversal de toutes ces activités, un monitoring est mené sous forme de suivi-évaluation-capitalisation. Cette démarche se matérialise par des enquêtes domiciliaires à T0, la mise en place de comités de suivi stratégiques avec l'ensemble des acteurs impliqués ou encore des évaluations internes et externes.

1.3 Présentation de la zone d'intervention

En 2010, le programme a débuté en zone administrative de Rukaramu où l'équipe AAKT a travaillé exclusivement pendant presque deux ans. Depuis début 2012, le programme intervient dans la zone administrative de Maramvya. Les équipes et les actions se sont progressivement faites de moins en moins importantes dans la zone de Rukaramu et de plus en plus dans la zone de Maramvya. En 2013, l'équipe est passée en moyenne deux fois par semaines, pour terminer les accompagnements dans la construction de latrines (ménages ayant construit la dalle mais sans l'avoir posée sur la fosse ou sans avoir construit la superstructure), pour faire un suivi des Comités ou encore exceptionnellement lorsqu'un Comité a appelé pour un problème ou une question spécifique (panne d'un forage que le CPE n'arrivait pas à résoudre ou inondations ayant provoqué des dégâts sur les ouvrages sanitaires construits par le programme par exemple).



1.3.1 Collines d'intervention actives en 2013

Maramvya est une zone frontalière de la Province de Bubanza. Elle se subdivise en 10 collines et compte 15 478 habitants.

La majorité de ces collines a un profil périurbain caractérisé par la présence de sites de rapatriés, peu d'accès à l'assainissement, des bornes fontaines détériorées, trop peu nombreuses ou avec un débit trop faible et enfin par la décharge municipale de Buterere frontalière.

Fin 2013, le projet intervient dans 6 collines¹ :

Nom de la colline	Nombre d'habitants	Nombre de ménages	Nombre de latrines traditionnelles	Caractéristiques
Maramvya 12	518	96	18	Péri-urbaine.
Maramvya 13	1973	524	49	Mi péri-urbaine, mi agricole
Maramvya 14	1028	245	44	Agricole
Maramvya 15	5312	1005	SD	Péri-urbaine. Plus grosse colline de la zone. Divisée en 3 cellules. Présence de rapatriés et de démobilisés.
Kirekura 14	2044	441	54	Agricole. Proche de Mutara. Une partie est dans les collines
Mutara	3379	582	SD	Agricole. Située à l'écart des autres collines d'intervention, une partie est dans les collines

2- ACTIVITES REALISEES EN 2013

Les réalisations menées dans le cadre du projet initial, notamment la construction de forages manuel de faible profondeur ou de latrines dites « arboloo » se sont poursuivies dans les collines où ces ouvrages étaient possibles et pertinents.

Dès février 2013, les activités du nouveau projet « déchets et écosanitation » ont débuté, notamment avec la construction d'un nouveau type de latrines dites « ecosan à déshydratation » (c'est-à-dire avec séparation des urines et des excréta), adapté aux sols sablonneux et/ou dans des contextes où la nappe phréatique est particulièrement haute.

¹ Tous les chiffres sont issus des prospections et enquêtes menées par l'équipe OPDE/PAD

L'inauguration officielle du projet d'écosanitation et de gestion des déchets s'est tenu en présence de tous les partenaires le 21 mai 2013 à Maramvya 15. Cette cérémonie a permis la rencontre des différents acteurs impliqués dans le projet : bailleurs, autorités, représentants des bénéficiaires, équipe du projet...

2.1 Activités menées au niveau domiciliaire

2.1.1 Enquêtes

Depuis le début du programme, l'intervention dans une nouvelle colline administrative débute toujours par une enquête domiciliaire. L'échantillonnage est de 10% du nombre total de ménages par colline. Les enquêtes permettent d'avoir un état de la situation de la zone avant l'intervention de l'équipe, et de calculer l'indice sanitaire.

En 2013, les collines de Maramvya 13 et Kirekura 14 ont été enquêtées auprès d'un échantillon de respectivement 52 et 45 ménages.

2.1.2 Phast

PHAST signifie « Participatory Hygiene And Sanitation Transformation ». C'est la méthode participative que le programme « AAKT » utilise depuis le début de ses activités à Mutimbuzi en 2010. Grâce à cette méthode, les communautés ciblées identifient elles-mêmes leurs problèmes et trouvent des solutions. Elle permet une implication des ménages bénéficiaires du début à la fin du projet et donc une réelle appropriation de l'action menée.

L'équipe OPDE/PAD a adapté cette méthode, initialement prévue pour un public adulte, aux enfants et aux adolescents. Cela permet à chacun d'exprimer ses besoins et ses priorités.



Animation PHAST adultes



L'animateur Boniface après une séance PHAST avec les enfants

Globalement, le PHAST marche bien dans les communautés. Les gens ont d'abord du mal à se mobiliser, à laisser leurs travaux quotidiens pour participer à une animation de plusieurs jours et sans

per diem ! Mais au final, l'intérêt pour la problématique et la réelle priorité que l'eau et l'assainissement représente dans les ménages finissent, à peu près partout, par l'emporter.

Dans les nouvelles collines d'intervention de Maramvya 13 et Kirekura 14 « ouvertes » en 2013, le taux de participation a été respectivement de 92% et 89%. Globalement, dans les collines de Maramvya, le taux de participation moyen aura été de 70%, ce qui est légèrement inférieur au taux qui avait été relevé à Rukaramu (87%), mais qui reste très satisfaisant, surtout pour cette zone socialement complexe. Renseignements pris auprès des autres partenaires, aucun projet n'a jamais réussi à atteindre un tel taux de participation sans « intéressement » (perdiems).

Pour le moment, c'est la colline de Maramvya 15 où la mobilisation est la plus difficile (taux de participation de 57%). Il s'agit d'une colline avec des sites de rapatriés, des démobilisés de guerre : les personnes y vivent dans un grand dénuement. Elles ont vécu de vrais traumatismes pendant la crise des années 90, et sont souvent en totale perte de valeurs et de repères. L'animation y est plus lente et plus complexe que dans d'autres collines. Il a par exemple fallu réaménager l'équipe d'animation suite aux menaces exercées par certains hommes sur les animatrices de terrain. Il a alors été décidé que seuls des hommes interviendraient dans cette colline.

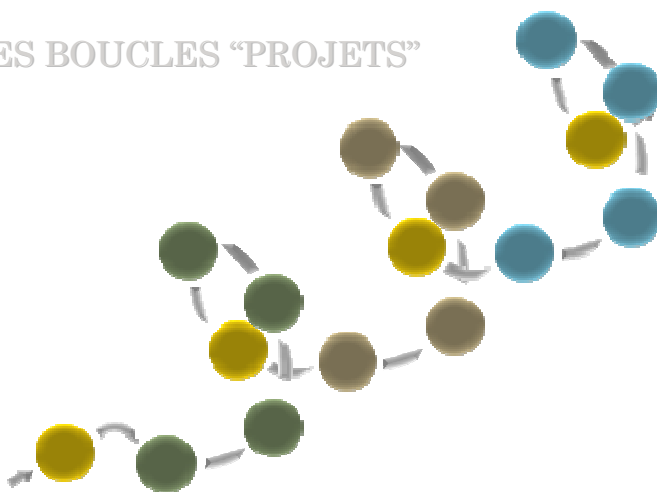
2.1.3 Wast

WAST signifie « Waste And Sanitation Transformation ». Selon son principe de « recherche-action », c'est une méthode que le partenariat OPDE/PAD s'est proposé d'élaborer dans le cadre du nouveau projet, dont la thématique centrale à trait à l'assainissement liquide et solide.

Le WAST s'inspire largement de la méthode participative PHAST en l'élargissant au domaine de déchets solides et liquides et à l'ecosan. Cinq thèmes/problématiques sont abordés dans le WAST :

- l'eau
- l'assainissement
- l'hygiène
- l'ecosan
- les déchets solides et liquides

LES BOUCLES "PROJETS"



L'approche se déroule par boucles récurrentes, par priorité villageoise. Chaque boucle (soulignée par une couleur) est un thème/une problématique.



Chaque nouveau thème est choisi à partir d'une image sur laquelle sont présentées les 5 problématiques. En fonction du thème prioritaire décelé par les communautés, un module complet est développé. A la fin de ce module, l'animateur présente de nouveau l'image et un autre thème est choisi. Le WAST est terminé lorsque tous les thèmes ont été abordés.

Dans chaque boucle, se retrouvent les mêmes étapes que celles du PHAST :

- analyse des problèmes,
- planification des solutions,
- sélection des options et planification du changement de comportement,
- planification et préparation du suivi.

Globalement l'équipe a enregistré un léger retard dans l'élaboration et la mise en œuvre de cette nouvelle méthode. Mais le cadre général du WAST a été fixé comme décrit ci-avant et fin 2013, il ne reste qu'à élaborer les différents modules dans le détail, avec les différents dessins, les outils, les supports.

Une fois ces modules élaborés, les animateurs du projet formeront les CHA et les acteurs communaux (« formation de formateurs ») à la méthode afin qu'ils soient en mesure d'animer des sessions auprès de leur population.

2.1.4. Construction des dispositifs sanitaires

2.1.4.1 Construction de forages



Construction d'un forage manuel de faible profondeur à Maramvya 12,

La construction de forages manuels à faible profondeur s'est poursuivie en 2013 avec un nouveau point d'eau en colline de Maramvya 12. Un 4^{ème} forage (le 3^{ème} de Maramvya) est en cours de réhabilitation à Maramvya. Le pays (et surtout la Province de Bujumbura rural !) compte en effet de

nombreux points d'eau réalisés et abandonnés voire sabotés pendant crise. La zone de Maramvya compte ainsi 5 forages réalisés par Action Contre la Faim de 1994 à 1996 qui ne fonctionnent plus. Certains sont même complètement bouchés.

2.1.4.2 Construction de latrines

Latrines arboloo

La construction de latrines arboloo, composées d'une fosse non maçonnée et d'une dalle bétonnée, s'est poursuivie. Au total, 846 latrines de ce type ont été réalisées à Mutimbuzi en 2013 (180 en zone de Rukaramu et 700 en zone de Maramvya).

Latrines ecosan

Pourtant, il s'est avéré qu'à Maramvya, le sol était souvent trop sablonneux et la nappe phréatique trop haute, pour la construction de latrines traditionnelles ou même de latrines « arboloo ». Par ailleurs, de nouvelles problématiques sanitaires se sont posées dans les ménages en raison de la proximité de la décharge publique de Bujumbura, dans le quartier de Buterere. Tout ceci a nécessité le développement de nouvelles approches et solutions techniques.

Capitalisation de l'expérience sur les blocs latrines écoles

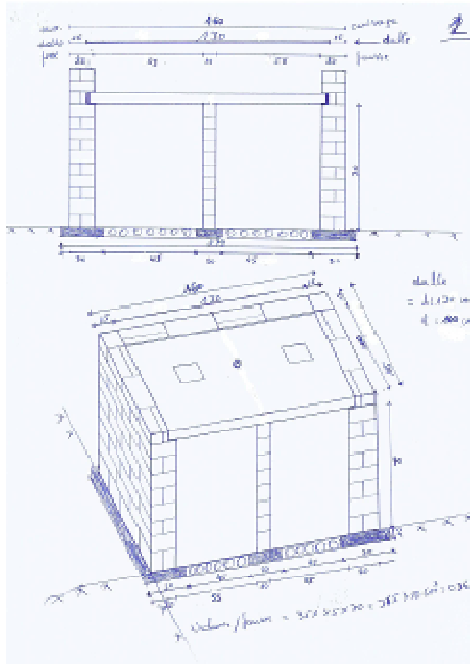
Un bloc de latrines ecosan « à déshydratation » (avec séparation des urines et des excréta) avait déjà été testé en 2012 à l'école primaire de Rukaramu. Début 2013, un design amélioré a été pensé et un nouveau bloc école a été construit à l'école primaire de Maramvya 1.



Construction du bloc de latrines ecosan à l'école primaire de Maramvya 1

Etant donné les caractéristiques du sol et de la nappe, ainsi que les problèmes de vidange posés dans la zone d'intervention, l'équipe projet a voulu tester le même principe de latrines dans les ménages. Cela représentait un réel défi pour trouver un design à la fois techniquement viable et financièrement abordable pour les ménages, qui doivent contribuer à l'apport des matériaux locaux et de la main d'œuvre. Après quelques mois de « recherche-action », un design a finalement été validé au premier trimestre 2013.

Il s'agit d'un ouvrage composé de deux fosses maçonnées et légèrement surélevées pour répondre aux contraintes topologiques. La dalle est aménagée avec deux trous. L'un à l'avant pour récupérer les urines, le second à l'arrière, plus grand, pour collecter les excréments. Lorsqu'une fosse à excréments est pleine, elle est condamnée et fermée. La seconde est utilisée et lorsqu'elle est à son tour pleine, la première fosse peut alors être vidée des fèces sèches et libres de tout pathogène. Outre le fait de pallier aux problèmes topographiques et de vidange, ce design permet un apport en fertilisants organiques (fèces déshydratés et urines), ce qui représente un grand intérêt pour les ménages majoritairement composés d'agriculteurs dans cette zone.



Modèle de latrines à déshydratation retenu par l'équipe OPDE/PAD

Selon le principe de base d'une méthode participative, le sable, le gravier, la main d'œuvre et la construction de la superstructure (au dessus de la dalle) est à la charge des bénéficiaires. Le projet fournit les matériaux importés et la supervision technique.

Certains ménages construisent la superstructure de leur latrine en brique, comme sur la photo, d'autres en briques adobes (briques traditionnelles en terre), moins coûteuses.

Lors du lancement des constructions de latrines ecosan la problématique du lavage anal s'est vite posée. Pour répondre à cette pratique, deux solutions étaient envisageables : soit changer le design en créant un troisième espace ce qui allait sensiblement complexifier l'ouvrage ainsi que son utilisation/sa gestion; soit le design restait similaire (2 trous) mais dans ce cas, les urines mélangées aux eaux de lavage anal ne pourraient être collectées et devraient être évacuées via un puisard.

Après avoir stoppé les travaux de construction pendant quelques semaines afin d'évaluer l'importance du phénomène et d'envisager les solutions, le projet a décidé de simplifier un maximum l'utilisation en

ne faisant qu'un seul design standard et en construisant un puisard pour les ménages qui pratiquent le lavage anal.

Au total, 60 latrines ecosan ont pu être construites en 2013 dans les ménages.



Femmes préparant le ferrailage de la dalle



Installation de la dalle sur les fosses

2.1.4.3 Systèmes de récupération des eaux pluviales

Dans les deux écoles primaires d'intervention où les blocs ecosan ont été construits, un système de récupération des eaux pluviales a également été installé pour le lavage des mains des élèves.



Système de récupération des eaux pluviales à l'école primaire de Rukaramu

2.1.4.4 Petits dispositifs sanitaires dans les ménages

Systèmes de lavage des mains

L'approche menée avec les villageois sur la recherche de solutions pour lutter efficacement contre les maladies diarrhéiques liées à un manque d'hygiène et d'assainissement amènent ces derniers à aborder la question du lavage des mains. Techniquement parlant, le projet OPDE/PAD propose aux

ménages des solutions simples et peu coûteuses qui se résument en un dispositif de lavage des mains en sortie de latrines composé d'une branche de bois, d'un bout de fil de fer, d'une corde, d'un gobelet et d'un seau ou bidon.



Petite fille se lavant les mains après être allé aux toilettes

Malgré les séances de sensibilisation sur le sujet et la simplicité du dispositif mis en place, force est de constater que le lavage des mains est loin d'être une habitude chez les villageois et que cette pratique 'nouvelle' n'est souvent pas perçue comme une priorité. La plupart du temps, ils rechignent sur l'achat des gobelets, du seau et pour ceux qui le construisent, on constate des dysfonctionnements dans l'utilisation : les enfants jouent avec et le cassent, il est volé par des voisins. Du coup, soit le dispositif disparaît et n'est pas remplacé, soit les adultes du foyer le rentrent dans la maison en leur absence sans le ressortir quand ils rentrent chez eux, et au final, le système ne sert pas. Ainsi, sur les 1320 latrines ménages réalisées, pour le moment seulement 279 sont équipées de système de lavage des mains, soit 21%.

On constate cependant très progressivement une augmentation du nombre de ménages ayant construit le dispositif (sur ces 279 systèmes de lavage des mains construits depuis le début du projet, 203 ont été mis sur pied en 2013). En période d'épidémie de choléra, les ménages, souvent bien conscient qu'il s'agit de « la maladie des mains sales », se remettent à la pratique avec plus de rigueur. L'équipe d'animation essaie alors d'insister et de refaire des séances de sensibilisation afin de pérenniser la pratique.

Râteliers pour ustensiles de cuisine

Parmi les solutions envisagées par les villageois pour améliorer leur hygiène et l'assainissement, la mise en place de râteliers à vaisselle rencontre un franc succès auprès de la population. L'équipe du projet propose ainsi aux ménages un dispositif simple de séchoirs pour faire sécher la vaisselle après

l'avoir lavée. Cela permet de ne pas poser la vaisselle à même le sol et de profiter du pouvoir germicide du soleil.



Homme disposant les ustensiles de cuisine sur le râtelier après les avoir lavés

Simple et efficace, ce système convainc immédiatement les ménages de sa valeur ajoutée. Au total 2818 râteliers de ce type ont déjà été construits à Mutimbuzi dont 2197 rien qu'en 2013.

Compostières

Le trou à ordures organiques constitue également un dispositif simple pour la population. Il suffit aux ménages de creuser un trou d'environ 1m de profondeur dans leur parcelle, pour recueillir les déchets ménagers organiques. Cela permet de réduire le volume général des déchets.

Avec deux fosses de ce type, les ménages qui ont l'espace peuvent même produire un compost de qualité. L'activité est progressivement en train de se systématiser dans les ménages. Un modèle un peu amélioré avec toiture végétale pour protéger le compost du soleil est en cours d'élaboration.

Pour les ménages qui n'ont pas assez d'espace, des compostières communes pourront être envisagées.

2.2 Activités menées au niveau communautaire

2.2.1 Mise en place des Comités

Véritables relais communautaires, les Comités de gestion des infrastructures sanitaires (CPE, CHA, etc.) mis en place par le programme « AAKT » ont un rôle crucial. Après l'élection des membres (10 à 15/Comités, bénévoles), un Règlement d'Ordre Intérieur est rédigé avec l'aide d'un animateur du programme « AAKT ».

2.2.1.1 Les CHA

Dans la chronologie d'action habituelle du programme, la mise en place des Comités Hygiène et Assainissement (CHA) intervient immédiatement après les séances PHAST. Ces Comités n'existaient pas avant l'intervention du programme. Ils ont été mis sur pied et formés dans chaque colline

d'intervention afin de permettre un suivi de proximité des activités du projet ainsi qu'une responsabilisation des bénéficiaires quant à leurs pratiques en matière d'hygiène et à la gestion et maintenance des ouvrages construits avec le programme. Ils sont garants de la pérennité des activités menées. Ce sont les premiers interlocuteurs du programme sur le terrain et également les premiers bénéficiaires des formations dispensées. Ils représentent la communauté et en sont les porte-paroles bénévoles. Pour plus d'efficacité de l'action, une reconnaissance légale de ces CHA est actuellement en discussion avec les autorités communales.

Il existe pour le moment 12 CHA à Mutimbuzi: 3 à Rukaramu et 9 à Maramvya dont 3 ont été mis en place et formés en 2013. Il existe 4 CHA et 3 « sous CHA » à Maramvya 15 car c'est une très grosse colline, qui comporte 3 cellules.

2.2.1.2 Les CPE

Les Comités de Points D'eau sont mis en place à chaque fois que le programme prévoit la réalisation d'un point d'eau, avant le début du chantier de construction ou de réhabilitation, selon la situation. Les membres du Comités appuient ainsi bénévolement l'équipe du projet dans la mobilisation communautaire, pour l'apport local, la main d'œuvre, etc. On note que ce sont souvent des membres des CHA qui se retrouvent également membre des CPE. Dans les petits villages comme Kagaragara, ce sont les mêmes membres qui font partie du CPE et du CHA.

Les CPE sont reconnus légalement au niveau de la Commune comme faisant partie de la Régie Communale de l'Eau (RCE).

Il existe actuellement 4 CPE mis en place dont 3 ont été formés par le programme « AAKT » à Mutimbuzi. Le 4^{ème} devrait suivre la formation fin janvier.

2.2.1.3 Les Comités école

Il y a plusieurs types de Comités dans les écoles d'intervention. Ils ont chacun des rôles et responsabilités différents et leur objectif est d'assurer une bonne gestion et pérennisation des chantiers, des ouvrages construits et des séances de sensibilisation.

- Tout d'abord, il y a le **Comité de l'école**, préexistant à l'intervention OPDE/PAD. Il s'agit d'un Comité composé des membres élus au cours d'une Assemblée Générale organisée en début d'année scolaire. Le président du Comité est élu parmi les représentants des parents d'élèves.
- Ensuite, il y a le « **groupe enseignant** », composé de l'ensemble des enseignants de l'établissement. C'est ce groupe qui bénéficie d'une formation nommée « formation des professeurs », dispensée par un animateur du programme après le PHAST. La formation a vocation à donner des outils d'animation et de sensibilisation aux professeurs afin qu'ils puissent assurer la tenue de « séances EAH » (Eau, Assainissement, Hygiène) hebdomadaires au sein de leurs classes.
- Enfin, le « **Club Wash** » est composé des deux délégués d'élèves de chaque classe + deux enseignants bénévoles élus par le groupe enseignant. C'est ce groupe qui bénéficie des

formations techniques pour l'utilisation, gestion et maintenance des ouvrages sanitaires construits. A l'issue de chaque formation technique, un ROI de l'ouvrage est élaboré par le « Club Wash ». Il rappelle les règles d'utilisation et d'entretien, les sanctions en cas de manquement, etc. Il est expliqué, diffusé et affiché dans l'ensemble des classes.

Si la mixité homme/femme est très fortement encouragée par le programme « AAKT » lors de la constitution de ces Comités, elle n'a pourtant pas pu être érigée en règle en raison des limites que cela impliquait ensuite dans certaines communautés. En effet, il est demandé que le/la président(e) et le/ trésorier(e) sachent lire et cela étant majoritairement le cas des hommes, il aurait été impossible de mettre sur pied le Comité dans certaines petites communautés. Malgré tout, l'ensemble de l'équipe veillant à l'égalité des genres, on constate que la grande majorité des Comités mis sur pieds est composée d'au moins 50% de femmes.

Les Comités mis en place par le programme constituent de véritables relais et porte-paroles des ménages, parfois même pour des questions allant bien au-delà des questions sanitaire ! Par ailleurs, les membres les plus actifs des Comités ont initié des journées d'échange pour visiter leurs zones et actions respectifs, débattre et discuter des problèmes et solutions, donner des conseils. L'équipe a récemment appris que le président du CPE de Kagaragara (Rukaramu) allait régulièrement en vélo jusqu'à la zone voisine, pour suivre les chantiers, apprendre, et partager son expérience avec ses pairs.

2.2.2 Formations des Comités

...à la gestion d'un forage

Ce module de formation est dédié aux membres des CPE. Il a pour objectif l'autonomisation des communautés dans la réalisation d'un forage manuel de faible profondeur. Pendant toute la durée du chantier, les membres du CPE sont présents, suivent les étapes de réalisation, mobilisent la communauté pour l'apport local.

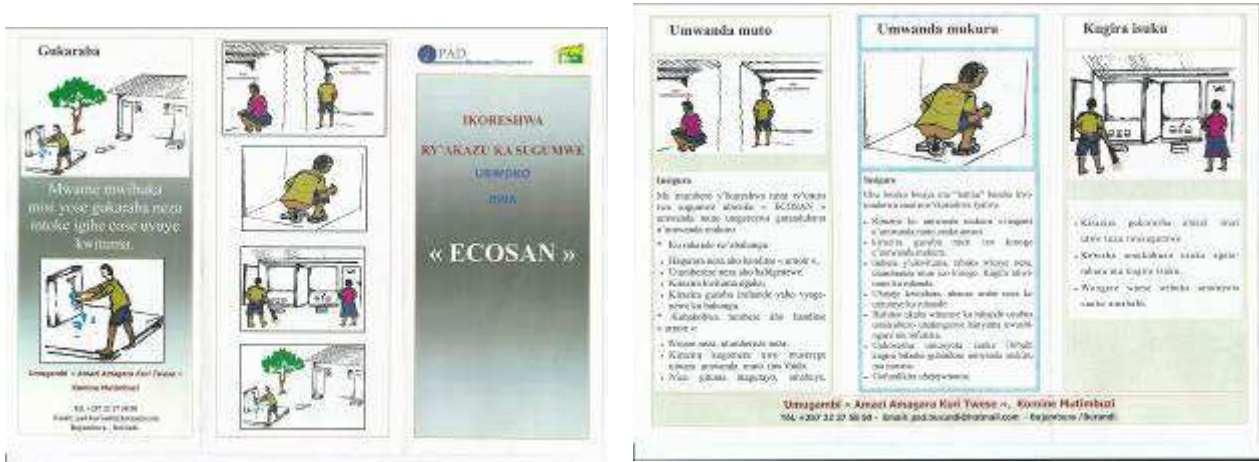
Une fois l'ouvrage réalisé et le ROI mis en place, ils suivent enfin une formation technique à l'utilisation, gestion et maintenance du forage. Cela inclut des modules sur le suivi des cotisations et des réparations. Un kit de pièces détachées est également remis au Comité.



Formation du CPE au centre de santé de Maramvya 15

...à l'utilisation d'un bloc de latrines école

Ce module de formation est dédié au Club Wash des écoles d'intervention. Il consiste en une série d'animation ludiques (dessins, visites, jeux...), ayant vocation à expliquer le fonctionnement de latrines ecosan à déshydratation.



Dépliant d'explication des latrines ecosan école publié par le programme AAKT

...à la construction des latrines ecosan

Ce module a pour but de former les CHA et les ménages qui le souhaitent, à la construction des latrines ecosan à déshydratation.



Latrine ecosan ménage en construction

Grâce à cette formation, les communautés sont de plus en plus autonomes et le nombre de constructions devrait pouvoir augmenter de façon significative.

...à l'utilisation des latrines ecosan

Un module a été élaboré et mis en pratique sur le terrain à partir du mois d'août 2013. Il s'adresse aux CHA et à l'ensemble des ménages bénéficiaires de latrines ecosan.

La rédaction de ce module de formation a été privilégiée devant la création d'autres modules en raison du grand et rapide engouement de la population pour la construction de latrines ecosan. En

effet, à peine le design validé et proposé, les demandes des ménages se sont multipliées, et il fallait s'assurer que la gestion et l'utilisation de ces latrines étaient bien connues et claires pour tout le monde. Les latrines ecosan peuvent en effet présenter d'énormes avantages si et seulement si elles sont convenablement utilisées.

Grâce au soutien des Comités formés et à l'expérience acquise par les maçons de la zone, on constate même que des ménages en dehors de la zone d'intervention (par exemple à Buterere) se sont mis individuellement et totalement indépendamment du programme, à construire des latrines ecosan exactement similaires.

Pour chaque section, des supports d'animation ont été créés sous forme d'illustrations.

Pour le moment, 9 CHA ont été formés. Contrairement aux séances de promotion à l'hygiène où il faut souvent pousser les ménages à participer, on note ici une motivation et un intérêt immédiat et assez spectaculaire de la part des ménages. C'est en effet une formation très concrète qui répond à une demande puisque les ménages veulent connaître le mode d'emploi précis de ces ouvrages pour lesquels ils ont contribué.

2.3 Activités menées au niveau communal

2.3.1 Comité de suivi

Un Comité de Suivi du programme global a été constitué et une convention a été signée le 4 février 2013 avec la Commune. Composé de deux conseillers communaux et du conseiller en développement communal de l'Administrateur. Il a vocation à assurer un suivi stratégique des activités menées dans le cadre du programme « *Amazi, Amagara Kuri Twese* ».

La convention formalise le partenariat avec la Commune. Elle cadre les réunions dans le fond et la forme, en précisant par exemple la fréquence des rencontres et le défraiement pour les déplacements.

Le Comité de Suivi a mis du temps à être effectif en raison des traditionnelles revendications concernant les per diem et divers « intéressements ». Pourtant, au moins deux des trois membres semblent convaincus et intéressés par le projet et participent systématiquement aux réunions.

2.3.2 Cellules de réflexions

Depuis la mise en place de ce Comité de Suivi, de fructueux échanges se tiennent régulièrement (environ une fois tous les deux mois) lors de véritables ateliers de réflexions entre acteurs intervenant dans le domaine de l'EAH.

Pour le moment, le programme global a surtout porté son attention sur le projet « accès à l'eau », avec des rencontres entre Régie Communale de l'Eau, Regideso et Commune afin de tenter d'harmoniser la politique tarifaire sur l'eau.

Les cellules de réflexions mises en place par le programme permettent aussi déjà d'insuffler les notions de Droit à l'Eau, à l'Hygiène et à l'Assainissement dans les travaux communs.

De manière plus globale, on constate qu'une dynamique communale est en train de se créer grâce aux multiples rencontres menées par le programme avec les acteurs locaux. Cette dynamique laisse entrevoir des opportunités réelles de pouvoir élaborer à l'échelle de la commune des cadres (règlements, plans communaux) sur les questions de l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement.

2.4 Prospections

Enfin, courant 2013, une prospection s'est tenue en plusieurs étapes en Province de Bubanza, à l'ouest de Mutimbuzi. Un nouveau programme a été identifié en Commune de Gihanga et des demandes de financement ont déjà été soumises. L'équipe espère pouvoir débiter les activités au premier trimestre 2014.

Une autre prospection s'est également tenue en septembre 2013 dans un quartier d'une commune voisine de Mutimbuzi : Buterere, où se trouve la décharge municipale de la capitale.

Quelques mois après le démarrage du projet, en mai 2013, l'équipe de terrain a repéré une communauté, qui n'avait pas été identifiée au moment de l'écriture du projet, située juste en bordure de la zone d'intervention. Il s'agit d'une communauté Batwas vivant presque exclusivement de la décharge de Buterere. Ils se sont installés dans le quartier de Mugaroro, dans la commune de Buterere. La colline de Maramvya 15 est frontalière de ce quartier.

Etant donné l'objectif initial du projet, l'importance accordée à la thématique des déchets solides dans le nouveau projet, les énormes besoins perceptibles dans cette communauté, l'absence totale d'intervenant et la proximité avec la zone d'intervention du projet, il a été décidé d'aller y prospecter un peu plus profondément.

Pour se faire une meilleure idée, une animation PHAST a été lancée fin septembre 2013, afin de voir l'implication de cette communauté et de voir si une intervention était possible ou non. Cette animation a révélé de nombreux défis : situation sanitaire désastreuse, manque crucial de ressources économiques autres que celles de la décharge, absence totale d'espace pour construire des infrastructures sanitaires dans les parcelles, etc. Il s'est avéré que les problématiques posées dans ce quartier sont très différentes de celles observées dans le reste de la zone d'intervention.

La communauté semblant désireuse de s'impliquer dans une action sanitaire avec l'équipe AAKT, il a été décidé que les résultats des prospections, cadrages et PHAST serviront à écrire un nouveau projet spécifique et à étendre ainsi la zone d'intervention, tel que prévu dans le cadre initial de l'action.

3- RESSOURCES ET MOYENS MOBILISÉS

3.1 Ressources humaines et logistiques

3.1.1. Ressources humaines

Toutes ces avancées n'auraient pas été possibles sans une réelle restructuration et un agrandissement de l'équipe du projet qui compte désormais onze personnes. Avec le remplacement d'un membre de l'équipe et quatre recrutements, c'est au total quatre nouvelles recrues qui ont rejoint l'équipe cette année.

L'organisation générale de l'équipe a conséquemment été revue avec l'ajout d'un niveau dans l'organigramme, dû à des recrutements effectués localement, dans les collines d'intervention. En 2013, deux animatrices et un maçon ont ainsi été recrutés dans la zone d'action du programme. Il s'agit généralement de personnes connues de nos équipes pour s'être déjà investies bénévolement dans le programme via les Comités. Ces personnes sont respectivement sous la supervision des animateurs du projet et du technicien.

Comme souhaité, l'équipe s'est donc élargie et renforcée, permettant une plus grande efficacité de l'action. Malheureusement, l'impact sur les réalisations n'a pour le moment pas été aussi important qu'espéré en raison du grave accident de moto subi en août par le technicien du programme, qui a été arrêté pendant cinq mois sans pouvoir être remplacé. Désormais rétabli, il a repris le service en décembre 2013.

3.1.2. Ressources logistiques

La moto du technicien a été complètement cassée lors de l'accident ce qui prive le projet d'un véhicule pour le transport de l'équipe. Les recrutements locaux des deux animatrices et du maçon qui circulent à vélo pallient heureusement un peu à ce problème.

De manière générale, chaque personne recrutée localement se voit en effet allouer un vélo. Une moto supplémentaire a également été achetée.

Le véhicule du projet est en piteux état. Il a été acheté d'occasion au début du programme en 2010 mais il tombe trop souvent en panne. De plus, c'est un véhicule HONDA dont les pièces détachées sont très difficiles à trouver et (donc) coûtent très cher. En l'absence de budget pour acheter une nouvelle voiture, l'équipe tente de ménager celle-ci en évitant au maximum le terrain accidenté et en ne transportant plus de matériaux lourds. Ces transports se font désormais avec des camionnettes de location.

Le parc informatique est également assez pauvre avec 2 PC portables et 1 PC fixe tous trois forts capricieux.

3.2 Suivi, évaluation et capitalisation du projet

Le projet est suivi à quatre niveaux principaux :

- Par des missions annuelles du siège. La dernière s'est tenue en février 2013.
- Par des missions de monitoring semestrielles de la coordination de l'OPDE. En 2013, les deux visites ont eu lieu en mai et novembre 2013.
- Par des Comités de Pilotage trimestriels entre acteurs décisionnels-clés du projet : représentants de l'OPDE, représentants de PAD, représentants de WBI au Burundi, représentants de l'AFD au Burundi, Comité de Suivi du projet au niveau communal (Mutimbuzi), composé du Conseiller en Développement de l'Administrateur et de deux conseillers communaux. En 2013 deux Comités de Pilotage se sont tenus en mai et septembre 2013.
- Par des comités de pilotages OPDE/PAD tous les deux mois, qui permettent de recadrer le projet si nécessaires, de parler des problèmes rencontrés et de prendre toutes les décisions stratégiques nécessaires, tant sur l'opérationnel que sur les questions logistiques ou administratives.
- Un expert de l'AFD passera faire une évaluation/capitalisation à la fin du projet sur l'écosanitation et les déchets solides, prévue en 2016.

4- RESULTATS ET PERSPECTIVES

Après une année un peu difficile en 2012, le programme a véritablement décollé en 2013, comme en atteste le nombre de réalisations atteint dans l'année : les ressources humaines se sont stabilisées et restructurées, les designs de latrines ecosan rencontrent un grand succès dans la communauté, les Comités de gestion bénéficient désormais de formations leur permettant une réelle autonomie, même les installations de système de lavage des mains qui posaient encore beaucoup de problème ont considérablement augmentées.

L'impact fort de ce programme reste toujours sans conteste la mobilisation à grande échelle des populations ciblées dans une dynamique de réciprocité. Les animations, échanges entre acteurs et formations à la construction, à l'utilisation et à la gestion des dispositifs sanitaires mis en place (latrines « ecosan », forage, récupération d'eau de pluie, etc.), permettent par ailleurs une réelle appropriation, autonomisation et responsabilisation.

On se rend compte que le rôle des Comités, et notamment des CHA, dépasse même ce que le programme avait initialement pensé. Ils sont bien souvent les seuls lieux structurés véritablement communautaires qui existent, et il a été constaté que la population les sollicite pour des questions

allant bien au-delà de l'eau et assainissement, comme par exemple des conflits fonciers. Cela responsabilise et valorise considérablement ses membres, en encourageant la participation féminine.

Pourtant, malgré les résultats encourageants engrangés, la pérennisation de l'action à moyen et long termes reste au cœur des préoccupations de l'équipe qui est particulièrement attentive aux points suivants :

- Les Comités de gestion sont bénévoles et fonctionnent pour le moment principalement grâce à la dynamique lancée et au suivi de proximité mené par l'équipe d'animation du programme. Mais des désertions sont déjà enregistrées et mieux vaut être réaliste quant à l'implication à long terme des membres de ces comités une fois que l'équipe du projet ne sera plus présente dans la zone.
- La disponibilité en pièces détachées pour les forages n'est pas encore assurée au niveau local et peut être renforcée par le choix d'équipements homogènes dans la zone.
- La notion de droit et de responsabilité en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement n'est pas toujours claire aux yeux des différents acteurs concernés à l'échelle d'une commune.

Face à ces constats, plusieurs pistes d'actions sont actuellement en réflexion avec les différents acteurs, pour 2014 et les années à venir :

- La mise en place d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) avec les ménages et les Comités eux-mêmes. Une savonnerie a par exemple déjà été mise en place dans un village. D'autres actions sont envisagées avec les intrants ecosan, notamment au niveau des écoles.
- Une concertation avec d'autres acteurs dans le choix de pompes homogènes pour forages a déjà eu lieu et ce, dans la perspective de pouvoir développer à terme, un réseau local de pièces détachées pour les forages réalisés dans la zone.
- La reconnaissance des Comités est également recherchée et devrait être une étape primordiale.
- Enfin, l'élaboration de règlements et plans de gestion communaux sur les questions d'accès à l'eau, de l'assainissement ainsi qu'une réflexion sur la mise en place de comités de surveillance ayant pour mission d'assurer le respect de ces cadres sont également envisagées à terme.

En ce qui concerne 2014 plus précisément, durant le premier trimestre, le projet prévoit d'étendre son intervention sur la totalité des collines de Maramvya. Puis, suite aux besoins identifiés lors de la prospection réalisée en 2013, c'est la zone de Rubirizi qui sera ciblée. Enfin, une nouvelle prospection sera effectuée sur la zone de Gatumba, à la demande de l'administrateur de Mutimbuzi, qui déplore la situation sanitaire dans la zone. En effet, la hauteur de la nappe phréatique rend impossible la réalisation de fosses de latrines, il est donc pertinent d'étudier la possibilité d'intervenir et d'appuyer la population dans la réalisation d'infrastructures adaptées.

Les conditions de vie de la population « batwa », vivant sur la décharge de Buterere, nécessitent également une attention particulière. Du fait de la précarité et de la spécificité de cette population, une approche différente devra être développée.

Les animations PHAST/WAST sont prévues sur Kirekura 12 et 13 durant le premier trimestre, puis devront s'étendre sur les nouvelles zones d'interventions identifiées telles que Rubirizi. Le programme

envisage de développer sa stratégie d'éducation à l'hygiène et étudiera la possibilité d'instaurer des campagnes de sensibilisation massive (messages radios, posters, pièces de théâtre, etc.).

L'approche participative « WAST », actuellement en cours de finalisation sera initiée au niveau domiciliaire et communautaire avec notamment la mise en place d'un module de formation spécifique à la gestion des déchets. L'idée est de sensibiliser la population à la gestion et au traitement des déchets, et de démontrer qu'il s'agit d'une matière première, réutilisable, transformable et valorisable. Cette approche permettrait donc d'avoir un impact non seulement environnemental mais aussi économique.

Différentes Activités Génératrices de Revenus (AGR) pourraient être initiées grâce à cette approche, telles que la vente d'intrants biologiques pour l'agriculture, la fabrication de briquettes organiques remplaçant le charbon, la transformation des déchets plastiques, etc. Ces différentes options seront donc étudiées en 2014.

Les Comités Hygiène Assainissement (CHA) déjà implantés par le projet seront renforcés, et les nouveaux CHA pourront bénéficier des expériences des CHA déjà en place spécifiquement grâce à des journées de réflexions et de formations inter-CHA.

Les chantiers de construction de latrines se poursuivront sur l'ensemble de la zone de Maramvya et devraient débuter sur les nouvelles zones d'interventions dans le courant de l'année. Le programme compte également poursuivre ses efforts dans la recherche et l'élaboration de solutions techniques appropriées et abordables pour l'ensemble de la population.

Concernant le volet eau, les premières réalisations de 2014 seront la finalisation du forage de Maramvya 12 puis la réhabilitation du forage de Maramvya 15 – cellule 2. Ensuite, en fonction des besoins identifiés par la communauté lors des PHAST, de nouveaux points d'eaux seront construits ou réhabilités, dont vraisemblablement un sur Kirekura 14.

Pour le volet déchet, le projet prévoit de poursuivre la construction de compostières et de travailler avec les autorités locales sur les possibilités d'améliorer la gestion des déchets aux niveaux collinaire et communal.

Concernant l'intervention en milieu scolaire, une attention particulière sera apportée au suivi du bloc sanitaire de l'EP M1 (Ecole Primaire Maramvya 1) mis en service en décembre 2013. La construction d'un bloc à l'EP M2 est prévue pour janvier. Ensuite, les parents d'élèves de l'EP M3 seront mobilisés pour fournir l'apport local nécessaire à la réalisation d'un nouvel ouvrage dans leur école. Parallèlement, l'équipe d'animation aura un rôle important au niveau du suivi et du renforcement des « Club Wash » mis en place. Un travail de fond sera également effectué sur l'élaboration d'un manuel de formation et d'éducation à l'hygiène et à l'environnement afin d'intégrer ces notions dans le cursus de formation des élèves.

Il est également prévu d'adapter et de mettre en place une nouvelle stratégie sur base des besoins identifiés des structures de santé.

La pérennisation de l'action, au cœur des préoccupations, nécessitera une attention et une réflexion permanente. Le travail initié sur la reconnaissance, le renforcement et l'autonomisation des comités de gestion sera bien entendu poursuivi. Parallèlement, le programme avancera dans la mise en place et l'organisation d'un réseau de pièces détachées afin d'assurer la durabilité des ouvrages et des infrastructures réalisés.

A travers la notion de droit à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement, en 2014, le projet poursuivra également l'accompagnement et l'appui apportés au niveau institutionnel dans le renforcement et l'harmonisation des politiques de gestion de l'eau, de l'hygiène, de l'assainissement et des déchets. Ils continueront également d'accompagner la Régie Communale des Eaux (RCE), avec la perspective de la rendre opérationnelle et de mettre en place une convention de partenariat avec la commune et la Regideso. Ainsi la RCE pourra superviser et appuyer les comités de gestion, notamment les Comités Points d'Eau (CPE), mis en place et formés par le projet.

Les différents partenariats initiés seront renforcés. Des cellules de concertation et de réflexion sont prévues pour mutualiser et capitaliser les idées et les expériences, et créer un espace de dialogue et d'échanges entre les différents acteurs impliqués dans le domaine. De nouveaux partenariats techniques et financiers devront être initiés afin d'étendre la portée de l'action de l'OPDE/PAD.

Les premières enquêtes post-intervention sont prévues durant le premier semestre 2014 sur la zone de Rukaramu, où le projet intervient depuis 2010. Ils devraient permettre de démontrer objectivement l'impact de l'intervention. Un nouveau calcul de l'indice sanitaire sera effectué pour mesurer l'évolution de la situation sanitaire.

Le lancement d'un nouveau projet visant des objectifs similaires à l'actuel projet AAKT est prévu dans la commune de Gihanga (province de Bubanza) pour le premier semestre 2014. L'intervention devrait démarrer par la mise en place d'une équipe et d'une base opérationnelle et la prise de contact avec les différentes parties prenantes du projet (institutions, administration à la base, écoles, centre de santé...). Les premières actions prévues du projet sont une campagne de sensibilisation (messages radios, animations dans des lieux publics, etc.), l'identification des premiers villages d'intervention et la réalisation de l'enquête initiale.

Ce projet devrait se poursuivre fin 2014 par les animations PHAST/WAST, dans les premiers villages ciblés, l'élection puis la formation des CHA, la construction de dalles et de latrines, puis la poursuite des travaux d'assainissement. Le volet eau se développera en fonction des opportunités et des besoins identifiés par la communauté. La prospection initiale a déjà identifié différents points d'eau potentiellement réhabilitables. Un volet scolaire est également prévu mais actuellement planifié pour 2015.

ANNEXE 1 : BILAN QUANTITATIF ANNUEL

R : réalisé en 2013 / TR : total réalisé depuis le début du programme /TLR : Total Latrines Réalisées/TCR : Total Comités Réalisés/ TFR : Total Forages Réalisés/TaR : Total à réaliser dans le cadre du programme

ENQUETES	R	TR	TàR	%
Kininya 1	0	74	74	100
Kininya 2	0	103	103	100
Kininya 3	0	46	46	100
Kigwati 1	0	74	74	100
Kigwati 2	0	78	78	100
Maramvya 12	0	50	50	100
Maramvya 13	52	52	52	100
Maramvya 14	25	25	25	100
Maramvya 15	0	170	170	100
Kirekura 14	45	45	45	100
Mutara	0	50	50	100
TOTAL	122	392	392	100

PHAST	R	TR	TàR	%
Kigwati 1	0	1660	1964	85
Kigwati 2	0	1062	1150	92
Kagaragara	0	85	96	89
Maramvya 12	0	382	473	81
Maramvya 13	959	959	1041	92
Maramvya 14	433	433	441	98
Maramvya 15	0	2416	4230	57
Kirekura 14	1551	1551	1745	89
Mutara	0	1511	2488	61
TOTAL	2943	10059	13628	74

MISE EN PLACE DES Comités villageois	CHA		CPE		TCR	TàR	%
	R	TR	R	TR			
Kigwati 1	0	1	0	0	1	1	100
Kigwati 2	0	1	0	0	1	1	100
Kagaragara	0	1	0	1	2	2	100
Maramvya 12	0	1	1	1	2	2	100
Maramvya 13	1	1	0	0	1	1	100
Maramvya 14	1	1	0	0	1	1	100
Maramvya 15	0	4	2	2	6	6	100
Kirekura 14	1	1	0	0	1	2	50
Mutara	0	1	0	0	1	1	100
TOTAL	3	12	3	4	16	17	94

NB : Etant donné la petite taille du village, à Kagaragara, le CHA et le CPE sont composés des mêmes membres.

FORMATION DES Comités	R	TR	TàR	%	Commentaire
Kagaragara	0	1	1	100	1 package de formation CPE
Maramvya 12	1	1	2	50	1 package de formation CHA + 1 package de formation CPE
Maramvya 13	1	1	1	100	1 package CHA
Maramvya 14	1	1	1	100	1 package CHA
Maramvya 15	5	5	6	83	4 package CHA + 2 packages CPE
Kirekura 14	1	1	1	100	1 package CHA + 1 package CPE
Mutara	0	0	1	0	1 package CHA
EP Rukaramu	0	1	1	100	1 formation pour les professeurs + 1 pour le "Club Wash"
EP Maramvya 1	1	1	1	100	1 formation pour les professeurs + 1 pour le "Club Wash"
EP Maramvya 2	0	0	1	0	1 formation pour les professeurs + 1 pour le "Club Wash"
EP Maramvya 3	0	0	1	0	1 formation pour les professeurs + 1 pour le "Club Wash"
TOTAL	10	12	17	0	

NB/Seuls les CPE et Comités école de la zone de Rukaramu ont été formés car les modules de formation CHA n'existaient pas encore au moment de l'intervention dans cette zone. De plus, il n'y a aucune latrine ecosan ménage à Rukaramu. Or, c'est la formation CHA la plus importante.

LATRINES MENAGE	ARBOLOO		ECOSAN		TLR	TàR	%
	R	TR	R	TR			
Kigwati 1	74	251	0	0	251	644	39
Kigwati 2	99	205	0	0	205	358	57
Kagaragara	7	21	0	0	21	28	75
Maramvya 12	43	44	0	0	44	96	46
Maramvya 13	34	34	0	0	34	398	9
Maramvya 14	0	0	18	18	18	245	7
Maramvya 15	285	401	42	42	443	1005	44
Kirekura 14	14	14	0	0	14	441	3
Mutara	324	290	0	0	290	582	50
TOTAL	880	1260	60	60	1320	3797	38

NB: Sur les 1320 latrines ménages réalisées, pour le moment seulement 279 sont équipées de système de lavage des mains, soit 21%.

BLOC ECOSAN ECOLE	R	TR	TàR	%
EP Rukaramu	0	1	1	100
EP Maramvya 1	1	1	1	100
EP Maramvya 2	0	0	1	0
EP Maramvya 3	0	0	1	0
TOTAL	1	2	4	50

FORAGES	CONSTRUCTIONS		REHABILITATIONS		TFR	TàR	%
	R	TR	R	TR			
Kagaragara	0	1	0	0	1	1	100
Maramvya 12	1	1	0	0	1	1	100
Maramvya 15	0	0	0	1	1	2	50
Kirekura14	0	0	0	0	0	1	0
TOTAL	1	2	0	1	3	5	60

CELLULES COMMUNALES	R	TR	TàR	%
TOTAL	2	2	24	8

Commentaires

- Pour les séances PHAST, le total à réaliser (TaR) est le nombre total de personnes résidant dans la zone d'intervention.

- Les CHA doivent recevoir un « package » comprenant 3 formations :

1 formation en PHAST/WAST

1 formation en construction de latrines ecosan

1 formation en utilisation de latrines ecosan

- Les CPE reçoivent un « package » comprenant 2 formations :

1 formation pratique en construction de forage

1 formation en maintenance et utilisation du forage manuel

- Les écoles primaires d'intervention bénéficient de 2 formations :

1 formation en animation sur l'eau et l'assainissement à l'attention des professeurs

1 formation à l'attention en gestion et utilisation des ouvrages sanitaire à l'attention du « Club Wash »

Annexe 2

PLANIFICATION DES ACTIVITES - 2014-

CHRONOGRAMME Activités 2014												
PROGRAMME		BURUNDI										
ACTUALISÉ PAR		Jordan / Ferdinand										
DERNIERE ACT.		14 janvier 2014										
Activités	Jan	Fev	Mar	Avr	Mai	Juin	Juil	Aou	Sep	Oct	Nov	Dec
Mutimbuzi												
Prospection	K12 - K13		Rubirizi Tenga loc			Rubirizi Muyange				Nyabuyegeri		
Enquête		K12 - K13		Rubirizi Tenga loc			Rubirizi Muyange				Nyabuyegeri	
Animation (Nvlle colline)			K12 - K13		Rubirizi Tenga loc			Rubirizi Muyange				Nyabuyegeri
Bloc latrines	M15-3 (EP M2)			M13 (EP M3)			EP Rukaramu 2	EP rubirizi à Identifier			EP rubirizi à Identifier	
PE	Rehab M15-2		Forage K14			SA Tenga loc				SA Muyange		
Appui institutionnel	Bilan RCE	Appui et renforcement de compétences (RCE, acteurs communaux, etc...) / mise en place d'une coordination des CHA au niveau communale.										
Evaluation impact					Rukaramu						Mutara & M15	
Ouverture Bubanza												
Stratégie intervention	Validation stratégie - Rencontre leaders		ouverture base	création comité suivi								
Recrutement et formation équipe		Recrutement RP	formation RP	Recrutement équipe	formation équipe							
Appui institutionnel		rencontre RCE / regadeso - évaluation PCDC Appui et renforcement de compétences										
Prospection			Colline à définir						Colline 2 à définir			
Enquête initiale				Colline à définir						Colline 2 à définir		
Animation					Colline à définir						Colline 2 à définir	
PE					Rehab forage Hôpital	Rehab PE marché Gihanga		PE à définir				PE à définir
Bloc latrines							EP à définir					EP à définir
Transversal												
Sensibilisation de masse		Démotion message a diffuser et stratégie										
Animation & technique		Appui / suivi chantier - mobilisation communautaire										
Suivi et renforcement des Comités		Réunion Inter CHA - Formation et renforcement de compétence - Appui aux initiatives - Développement stratégie de pérennisation										
Ecoles		Elaboration manuel education environnement - diffusion kit pédagogique - jeu										
AGR		Appui aux initiatives locales										
CDS		Stratégie à définir										
Recherche financement	Dossier UNICEF	Proposal Unicef	Veille et recherche de financement									

Activités transversales : participations aux réunions sectorielles, recherche de nouveaux financements, sensibilisation institutionnelle sur le droit à l'EHA, prise de contact avec des initiatives de tri/recyclage des déchets, etc.

724700